

ABANDON DE L'AUSTÉRITÉ

Les annonces du gouvernement accentuent l'austérité imposée depuis plusieurs années. Les salariés sont à nouveau très lourdement touchés : taxes sur les complémentaires de santé, augmentation de la CSG, accélération et aggravation de la contre-réforme des retraites de 2010, perte de pouvoir d'achat liée à la baisse des prestations sociales, détérioration et suppression accentuées des services publics et des services de santé, ajout ou instauration de journées de carence pour les salariés du privé et les fonctionnaires...

Pour la CGT-FORCE OUVRIÈRE, l'austérité «de droite comme de gauche» est inacceptable. FO condamne et combat cette véritable «dictature de la dette», qui vise à sacrifier les dépenses les plus essentielles pour réduire un endettement public dont les salariés ne sont pas responsables.

IMPACTS CONCRETS DES MESURES D'AUSTÉRITÉ ANNONCÉES LE 7 NOVEMBRE 2011

ACCÉLÉRATION DE LA CONTRE-RÉFORME DES RETRAITES

Mesure emblématique, prise un an seulement après la promulgation de la loi rejetée par des millions de salariés. **Elle recule le droit à la retraite pour les générations 1952 à 1955.**

Ainsi un salarié:

- né en 1952 partira à 60 ans et 9 mois (au lieu de 60 ans et 8 mois) **+1 mois**
- né en 1953, à 61 ans et 2 mois (au lieu de 61 ans) **+2 mois**
- né en 1954, à 61 ans et 7 mois (au lieu de 61 ans et 4 mois) **+3 mois**
- né en 1955, à 62 ans (au lieu de 61 ans et 8 mois) **+4 mois.**

Soit 4,4 milliards d'économies d'ici à 2016 et à peine 100 millions d'euros pour 2012!

BAISSE DES PRESTATIONS SOCIALES, FAMILIALES ET AIDES AU LOGEMENT

L'augmentation des prestations familiales et des aides au logement est bloquée à 1% au lieu d'être indexée sur l'inflation. On passe donc de 2,1% (inflation prévue en 2011) à 1%, soit une perte de pouvoir d'achat sur les allocations familiales, allocations de rentrée scolaire, le congé parental et les APL.

Plus de 11 millions d'allocataires de prestations, soit les plus fragilisés, sont pénalisés!

IMPÔT SUR LE REVENU

Avec la désindexation du barème de l'impôt sur le revenu, l'évolution des tranches d'imposition sera gelée et ne tiendra plus compte de l'inflation.

Plus nombreux seront ceux qui passeront à la tranche supérieure ou deviendront imposables, perdant du même coup des aides sociales, du fait du seul maintien de leur salaire au niveau de l'inflation!

Cela touchera vraisemblablement plus de la moitié des contribuables.

RESTRICTION POUR LA SANTÉ

En réduisant les dépenses d'assurance-maladie (ONDAM) à 2,5% au lieu de 2,8%, **c'est un tour de vis de près de 500 millions d'euros sur le financement des hôpitaux, les soins et les remboursements de médicaments**, mais aussi sur la gestion des caisses de la Sécurité sociale.

Cela s'ajoute aux 2,2 milliards d'euros d'économie prévus pour le budget 2012.

HAUSSE DE LA TVA

La TVA passe de 5,5% à 7%. Tous les secteurs seront touchés. De l'alimentaire aux transports (y compris pour se rendre au travail), en passant par la restauration, les travaux de rénovation, les livres...

Pour FO cette hausse renforce le caractère socialement injuste de la TVA.

Insensible pour les plus riches, elle taxe le pouvoir d'achat des salariés.



STOP À L'AUSTÉRITÉ, NON À LA DICTATURE DE LA DETTE

En France, en Europe et ailleurs, **l'austérité** détruit l'activité économique, la consommation et l'emploi et conduit à **la récession**. Elle accentue les inégalités sociales et attaque les principes républicains et les droits sociaux.

Enfermés dans cette logique, sous tutelle des marchés financiers et des agences de notation, les gouvernements fragilisent la démocratie et l'Union européenne s'affiche comme une contrainte restrictive: le dumping, la régression et les inégalités l'emportent sur la solidarité et le progrès.

La crise du capitalisme montre qu'il faut **changer de modèle**.

POUR FORCE OUVRIÈRE DES SOLUTIONS EXISTENT:

Sur le plan international

FO, avec les principaux syndicats dans le monde, appelle:

- à la mise sous contrôle des marchés financiers et à la fin de la spéculation boursière;
- à la redistribution des richesses au profit des populations;
- au respect des normes internationales du travail contre le dumping social;
- à une réorientation importante de la construction européenne.

Sur le plan national

FO revendique:

- une **augmentation générale et significative des salaires, des pensions et des minima sociaux**; c'est une condition de justice sociale et de relance économique créatrice d'emplois;
- une politique industrielle ambitieuse;
- le renforcement des services publics et de la protection sociale collective par l'**arrêt de la RGPP**;
- une politique fiscale basée sur l'égalité républicaine et une redistribution effective des richesses.

Plutôt que de raboter les aides fiscales à caractère social, de nouvelles recettes fiscales immédiates sont possibles dont la «niche Copé» (6 à 8 milliards d'euros), les régimes d'allégement de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises («mère-fille» – 35 milliards d'euros; «intégration fiscale» – 18 milliards d'euros), et en luttant réellement contre l'évasion fiscale (prix de transferts des multinationales), etc.

Pour FORCE OUVRIÈRE, il est regrettable que l'ensemble des syndicats n'acceptent pas de préparer en commun, comme nous le proposons, un appel clair à 24h de grève public/privé.

**Ce qu'il faut, actuellement, c'est réclamer l'abandon
de toutes les mesures d'austérité qui plombent les salariés.**

Rapprochez-vous des Unions départementales FORCE OUVRIÈRE et rejoignez le syndicalisme libre et indépendant, celui qui affiche clairement ses positions en toute circonstance.